



« Consommer à l’heure des grands dérèglements »

Rencontres Économiques du Cercle des Économistes

Maison de la Radio

Christiane LAMBERT, Présidente de la FNSEA

La crise de la Covid-19 a fait resurgir à la surface une question jusque-là confinée à l’Histoire : allons-nous manquer ? Combien de fois, en début de confinement alors que les ventes alimentaires s’envolaient, vidant littéralement les rayons des magasins, l’inquiétude des consommateurs et des pouvoirs publics s’est fait sentir ?

Les Français, mais aussi l’ensemble des populations des pays développés touchés par la crise, ont pris conscience que pour se nourrir (donc consommer) le prérequis indispensable est la capacité des agriculteurs à assurer la continuité de leurs productions. Une chose pourtant simple mais qui dans une société, où l’accès quasi illimité à une alimentation est la norme, semblait oublié. A l’aune des grands bouleversement climatiques et géopolitiques qui s’annoncent, cette crise sanitaire préfigure en réalité notre future manière de consommer, et donc de produire notre alimentation.

Même si la chaîne alimentaire a tenu bon dans notre pays, au prix d’un effort incroyable de l’ensemble de ses acteurs, la crise a révélé au grand jour toute la difficulté structurelle dont pâtit l’agriculture française : celle d’assurer une production qui couvre toutes les formes de nos consommations alimentaires.

Si la France n’a certes manqué de rien, c’est qu’elle a en partie continué à importer son alimentation, faute de pouvoir la produire sur son territoire ! Deux chiffres sont à retenir : sans le vin et les spiritueux, la France a un déficit commercial agricole de plus de 6 milliards d’euros. Et 70% de cette érosion résulte d’une compétitivité négative. Le Président de la République a lui-même intégré ce paramètre, pourtant alerté par la profession agricole depuis de nombreuses années, en exprimant devant les Français « que déléguer à d’autres notre alimentation est une folie ».

La crise a été le révélateur de cette faiblesse et a remis sur le devant de la scène la nécessité de renforcer notre indépendance agricole et alimentaire. Celle-ci passera inévitablement par l’adaptation de notre chaîne alimentaire à répondre aux modes de consommation pluriels des Français.

Pour parvenir à cette souveraineté alimentaire, deux chemins « convenus » nous sont généralement proposés.

Le premier, c’est le chemin qui consiste au repli. Celui de considérer la France comme une « île » et n’avoir qu’à l’esprit la reconquête du marché intérieur alimentaire, en renonçant à contribuer aux grands équilibres alimentaires mondiaux.

Le second c’est le chemin du tout marché. Celui de considérer que compte tenu de nos standards de production très élevés, certaines productions sont vouées à être sacrifiées sur l’autel de la concurrence européenne et mondiale. Il faut donc pour cela se focaliser sur le très haut de gamme ou renforcer, tant que possible, nos avantages comparatifs sur les secteurs les plus performants : céréales, vins et spiritueux. Adieu veaux, vaches, cochons !



Les Rencontres Économiques – Aix-en-Seine
3, 4 et 5 Juillet 2020 – July 3,4 & 5
Agir face aux dérèglements du monde
Dealing with world disorders

A la FNSEA, nous pensons que ces chemins « radicaux » ne pourront nous mener qu'à un aggravement de notre dépendance alimentaire. En ce sens, nous proposons de tracer un troisième chemin : celui d'une souveraineté alimentaire solidaire.

Solidaire, car nous pensons que le repli sur soi est moralement irresponsable alors que la production alimentaire mondiale devra augmenter de 70% d'ici 2050 en vue de nourrir 9 milliards d'êtres humains (chiffres FAO). Notre agriculture est attendue pour répondre au grand défi alimentaire mondial et en premier lieu européen. Nous devons donc rester ouverts sur le monde, mais à condition que les échanges commerciaux se fassent dans des conditions équitables en termes sanitaires, sociaux et environnementaux, avec des clauses de sauvegarde efficaces.

Solidaire, aussi et surtout, dans notre manière d'apporter une réponse française à l'alimentation de nos concitoyens. Penser que l'unique montée en gamme de notre alimentation peut contribuer à satisfaire tous nos concitoyens est un leurre, alors que 30% des foyers peinent à boucler leur budget alimentaire en fin de mois. Souhaitons-nous une France à deux vitesses sur le plan alimentaire, avec d'un côté de la table ceux qui se nourrissent de la meilleure qualité française, et de l'autre côté des Français modestes qui ne pourront accéder qu'à une alimentation low cost, importée et produite dans des conditions sanitaires, écologiques et sociales contestables ? En France, la table est un lieu de partage solidaire, elle doit le rester !

La crise nous a déjà permis de mettre en pratique cette idée de solidarité en appelant, en premier lieu, les Français à consommer... Français. Et que dire ? Ils ont été au rendez-vous, bien au-delà de nos espérances, se sont tournés vers leurs producteurs locaux, ont plébiscité l'agneau de Pâques français, les fruits et légumes de saison avec parfois des ruptures de stock sur les fraises !

Cet élan ne doit cependant pas retomber. Les agriculteurs proposent de le poursuivre en scellant avec les Français un nouveau pacte de confiance. Nous agriculteurs, nous nous engageons à relever le défi de la transition écologique car c'est une attente forte que nous entendons, et en contrepartie les consommateurs s'engagent à nous accompagner en acceptant de flécher leurs achats alimentaires vers le « produit en France » afin de nous permettre la juste rémunération de notre travail, la sauvegarde des emplois sur les territoires et la poursuite de nos efforts de transitions. L'Etat, de son côté, s'engage à nous accompagner économiquement dans ce grand mouvement en musclant la compétitivité et la résilience des filières agricoles dans le but de répondre au besoin de tous les Français et de toutes les gammes alimentaires.

Manger français, ou consommer français, est finalement l'acte le plus solidaire et le plus essentiel dans cette reconquête de notre souveraineté alimentaire.

Manger est un acte politique, car il dessine dans nos assiettes, le monde que nous souhaitons. Dans ces périodes de profonds dérèglements, le consommateur est appelé à faire ce choix de société.

Le choix de continuer à décapitaliser notre agriculture, la diversité et la qualité des productions de la Ferme France, ou le choix de promouvoir un patriotisme alimentaire décomplexé, qui promeut par essence une agriculture vertueuse pour la planète et respectueuse de ses attentes en termes de durabilité sociale, économique et environnementale.



Les Rencontres Économiques – Aix-en-Seine
3, 4 et 5 Juillet 2020 – July 3,4 & 5
Agir face aux dérèglements du monde
Dealing with world disorders

Consommateurs, l'heure est aux choix. Sonnez la mobilisation générale pour l'agriculture française et la défense de votre excellence alimentaire !